

# Sans terre, pas de pain

.....

**Qui se soucie de l'alimentation des êtres humains ? L'avenir de la production alimentaire est-il entre les mains de l'agriculture industrielle fortement développée, comme le prétendent certains ? Ou est-ce que ce sont plutôt les petites et moyennes exploitations qui nous permettent de manger ?**



paysans peuvent y investir, notamment en plantant des arbres qui porteront des fruits plusieurs années plus tard, voire pour la prochaine génération.

Or, dans de nombreux pays africains et ailleurs, les titres fonciers et l'agriculture traditionnelle ne sont pas suffisamment protégés sur le plan juridique. La crise alimentaire de 2007 a accéléré le phénomène : les terres arables, d'Afrique en particulier, sont devenues un objet de spéculation et un bien d'investissement pour les entreprises occidentales à l'étranger et les fonds spéculatifs ainsi que les sociétés d'investissements publiques en Chine, en Asie de l'Est ou dans les pays arabes. A l'aide de méthodes souvent douteuses et déloyales, ces investisseurs s'accaparent d'énormes surfaces de terre et concluent des contrats leur accordant le droit de gestion exclusive de la terre et de l'eau qu'elle contient.

## Le hold-up de l'Afrique

La petite organisation non gouvernementale GRAIN, une organisation partenaire de *Pain pour le prochain*, examine depuis longtemps ces pratiques qu'elle a qualifiées de « Land Grabbing » (accaparement des terres). GRAIN a recensé 416 cas d'accaparement des terres dans le monde entier, dont 228 en Afrique. Selon les chiffres de la Coalition

internationale pour l'accès à la terre (ILC), de tels contrats fonciers ont été négociés ou conclus entre 2000 et 2010 pour une surface de 203 millions d'hectares. Dans certains pays, un nombre supérieur aux terres cultivées jusqu'à présent et de vastes parts de la surface agricole utile ont été loués à des investisseurs étrangers. Au Congo Brazzaville, par exemple, les 670 000 hectares de terres déjà louées représentent 134% des terres labourées jusqu'à présent et en Sierra Leone, plus de 500 000 hectares ont été cédés, soit 46% des terres cultivées ou 15% de la surface agricole utile (y compris les pâturages).

## Des carburants au lieu de pain

Les investisseurs cultivent des aliments et des matières premières agricoles destinées à l'exportation et non à la population locale. Bon nombre de ces pays connaissent d'ailleurs la faim et un niveau élevé d'insécurité alimentaire. Les matières premières agricoles servent souvent à produire des agrocarburants pour alimenter les voitures européennes.

Aussi le droit à l'alimentation est-il foulé aux pieds. L'accaparement des terres a de terribles incidences sur la sécurité alimentaire et nuit à la souveraineté alimentaire des pays touchés.

## Seule l'agriculture vivrière peut nourrir le monde

Des études des quatre coins du monde confirment que non seulement les petites exploitations familiales produisent la majorité des aliments sur le plan mondial, mais elles sont aussi plus productives que les grandes entreprises agro-industrielles. Pourtant, les petits risquent d'être de plus en plus évincés par les grands. L'accès à la terre ainsi que la garantie de droits fonciers sont des facteurs décisifs, tout comme les semences adaptées et l'eau, pour permettre aux petits paysans d'avoir une chance de survivre. Ce n'est qu'en ayant un accès garanti à leurs propres terres que les

La population locale perd la terre qui permet aux familles d'avoir accès à des denrées alimentaires et des revenus depuis des générations, et de produire des aliments à vendre sur les marchés locaux. Les emplois créés dans les nouvelles plantations permettent uniquement d'employer une infime proportion des personnes concernées. En outre, les salaires ne suffisent généralement pas à nourrir une famille. Le nombre de femmes, d'enfants et d'hommes souffrant de sous-alimentation est en augmentation.

**Notre engagement**

Un grand nombre d'organisations partenaires de *Pain pour le prochain* et d'*Action de Carême* s'opposent à cette évolution néfaste. En Afrique de l'Ouest, *Pain pour le prochain* soutient par exemple un réseau d'organisations luttant contre l'accapement des terres. Ces dernières élaborent des rapports sur des cas concrets, obtiennent des améliorations pour la population locale ou interviennent auprès des parlements et des gouvernements

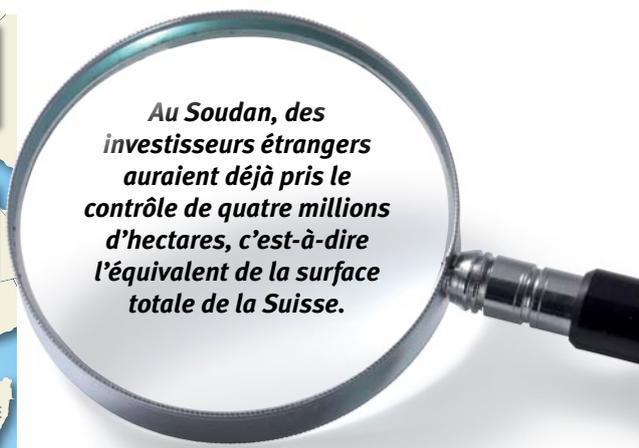
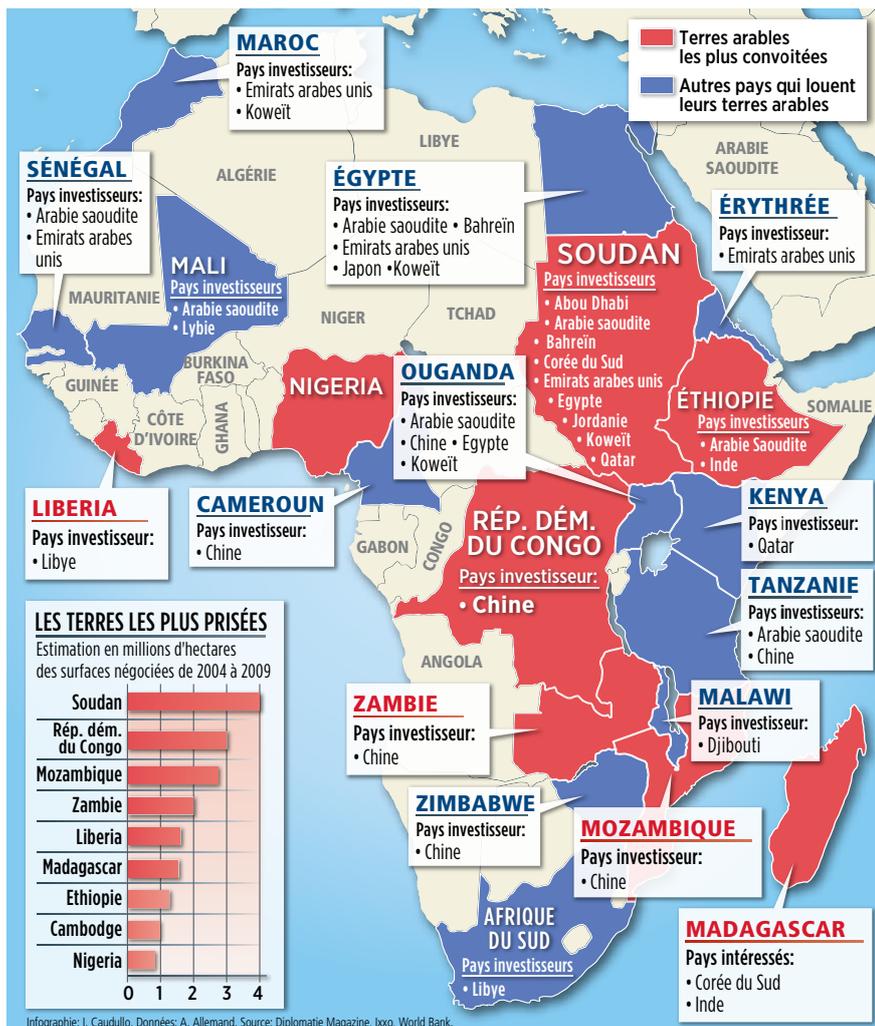
pour plaider en faveur de l'amélioration des droits fonciers des petits paysans et des utilisateurs traditionnels des terres.

*Action de Carême* soutient de nombreuses organisations dans l'agriculture durable et les aide à obtenir des semences adaptées aux conditions locales.

*Pain pour le prochain* et *Action de Carême* s'engagent au niveau Suisse et international pour mettre un terme à l'accapement des terres, fixer des règles claires pour les investisseurs agricoles et plaider en faveur du respect des droits humains.

Infographie : 24heures, 13.08.2010

» Les principaux locataires du sol africain



Au Soudan, des investisseurs étrangers auraient déjà pris le contrôle de quatre millions d'hectares, c'est-à-dire l'équivalent de la surface totale de la Suisse.